



19 Route de Domenjod
Lotissement Ramassamy
974 90 Sainte Clotilde
Gsm : 0692 43 78 73
Mail : vava.stefano@vprev.com



ACADEMIE FRANCE TRAVAIL
78 Rue André Lardy
CS 41027
974 38 Sainte Marie

PLAN GENERAL DE COORDINATION

OPERATION DE CATEGORIE 2

TRAVAUX DE RELOGEMENT DE L'ACADEMIE ET DE LA DIRECTION TERRITORIALE NORD-EST DE FRANCE TRAVAIL COMMUNE DE SAINTE MARIE

Indice	Désignation	Rédacteur	Date
0	ETABLISSEMENT DU PGC	S. VAVA	21/08/2025

En application du décret 94 -1159 du 26 décembre 1994 – Articles L4531-1 du Code du Travail

SOMMAIRE

PREAMBULE	1
1. Renseignement d'ordre administratif :	2
1.1. Présentation du projet :	2
1.2. Allotissement des travaux :	2
1.3. Présentation des intervenants de l'opération :	2
1.4. Obligations de l'entreprise envers le maître d'ouvrage :	3
2. Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur :	3
2.1. Mesures de prévention de l'épidémie sur le chantier :	3
2.2. Accès du chantier :	3
2.3. Restrictions, interdictions et servitudes administratives :	3
2.4. Dispositions générales relatives aux installations de chantier :	3
2.5. Mode prévisionnel d'exécution des travaux :	4
2.6. Plan de gestion de flux :	5
3. Mesures de coordination prise par le coordonnateur :	6
3.1. Accès au chantier :	6
3.2. Les zones de déplacement, de circulation horizontales ou verticales :	6
3.3. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels :	6
3.4. Délimitation et l'aménagement des zones de stockage :	6
3.5. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres :	7
3.6. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés :	7
3.7. Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale :	7
3.8. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site :	9
4. Sujétions découlant des interférences :	10
4.1. Interférence avec l'activité de l'établissement :	10
4.2. Environnement du chantier – Limitation des nuisances :	10
5. Mesures générales pour assurer le maintien du chantier en bon ordre :	12
5.1. Dispositions prises pour établir des conditions en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail :	12
6. Les renseignements concernant les secours et l'évacuation :	13
6.1. Organisation des secours :	13
6.2. Incendie :	13
6.3. Sauveteurs, Secouristes du Travail (SST) :	13
6.4. Prescriptions particulières en période cyclonique :	14
6.5. Premiers soins :	15
7. Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants :	16
7.1. Champ d'intervention du coordonnateur SPS :	16
7.2. Modalités particulières en phase de réalisation de l'ouvrage :	17
7.3. Modalités particulières en phase de garantie de parfait achèvement :	20
ANNEXES :	21
Annexe 1 : Liste des entreprises :	21
Annexe 2 : Contenu du PPSPS :	22
Annexe 3 : En cas d'accident :	23
Annexe 4 : Document d'harmonisation d'organisation des livraisons :	24
ANNEXE 5 : Installations obligatoires sur les chantiers du BTP :	25

Le présent Plan Général de Coordination (P.G.C.) en matière de Sécurité et de Protection de la Santé résulte des dispositions du code du travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil, apportées par la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.

La mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (C.S.P.S.), concernant la conception et la réalisation des travaux, a été organisée par le Maître d'Ouvrage conformément à l'article L4532-3 et L4532-4.

Le présent plan général de coordination ainsi que ses annexes, sont contractuels pour tous les marchés de travaux, objet de la présente opération. Il apporte des renseignements qui permettront aux entreprises d'élaborer leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

Le présent plan général de coordination est susceptible de modifications en cours de réalisation, en particulier pour chaque marché supplémentaire pour la même opération.

Le Plan Général de Coordination définit les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités simultanées des différents intervenants du chantier ou de la succession de leurs activités ainsi qu'avec l'environnement.

Le Plan Général de Coordination sera tenu à jour et complété pendant toute la durée des travaux.

L'entrepreneur prendra en compte dans la conception et la réalisation des travaux de son contrat, toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les Principes Généraux de la Prévention (P.G.P.), et se conformera aux obligations qui lui incombent, en respect du code du travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail. Ces dispositions s'appliquent à tout intervenant qui aura conclu un contrat de prestation ou de travaux avec l'entrepreneur.

Chaque entreprise titulaire, faisant appel à un sous-traitant, un prestataire de service ou un travailleur indépendant, devra lui joindre obligatoirement le présent plan général de coordination au contrat établi quelle que soit la nature de ce dernier.

Il est à noter que conformément à l'article Article L4532-6 du code du travail que : « L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil ».

Le présent plan général de coordination a été élaboré à la base du DCE transmis par le MOA le 14 novembre 2024. En sus des prescriptions du P.G.C., l'entrepreneur doit prendre en compte celles des autres pièces du DCE pour sécuriser son chantier.

Des amendements peuvent être apportés après réception et examen des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé.

1. Renseignement d'ordre administratif :

1.1. Présentation du projet :

Il s'agit des travaux de relogement de l'académie et de la direction territoriale Nord-Est de France travail pour une durée de **05 mois**. L'opération est classée en **2^e catégorie**.

1.2. Allotissement des travaux :

Les travaux sont allotis en 7 lots distinct à savoir :

- ⇒ Lot 01 : Cloisons – Faux plafond
- ⇒ Lot 02 : Menuiseries intérieures
- ⇒ Lot 03 : Électricité
- ⇒ Lot 04 : Plomberie / CVC
- ⇒ Lot 05 : Revêtements de sols
- ⇒ Lot 06 : Peinture / sols souple
- ⇒ Lot 07 : Aménagement cuisine / Placard

Le présent Plan Général de Coordination s'applique à tous les intervenants sur chantier (Sous-traitant, Prestataire de service, locatiers).

1.3. Présentation des intervenants de l'opération :

1.3.1. Maître d'Ouvrage :

ACADEMIE FRANCE TRAVAIL

78 Rue André Lardy

CS 41027

974 38 Sainte Marie

1.3.2. Maître d'œuvre :

EMPREINTE Architecture

103 Chaussée Royale

974 60 Saint Paul

Tél : 0262 55 57 89 / Fax : 0262 66 23 06

Mail : empreinte@empreinte.re

1.3.3. Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé :

EURL VPREV

19 Route de Domenjod

Lotissement Ramassamy

974 90 Sainte Clotilde

Gsm : 0692 43 78 73 – Mail : vava.stefano@vprev.com

CONCEPTION : Stefano VAVA - REALISATION : Stefano VAVA

1.3.4. Les entreprises :

VOIR ANNEXE 1

1.3.5. Organismes de prévention :

Inspection du travail

DIRECCTE

24 rue Maréchal Leclerc

97488 Saint Denis CEDEX

Tél : 0262 94 07 17

Fax : 02 62 94 07 00

CRAM

CGSS

4 Boulevard Doré

97400 SAINT DENIS

Tél : 02 62 90 47 00

Fax : 02 62 90 47 01

Organismes de secours

Police Secours Tél. : **17**

Pompiers Tél. : **18**

SAMU Tél. : **15**

1.4.Obligations de l'entreprise envers le maitre d'ouvrage :

- L'entrepreneur qui envisage de faire exécuter en partie le contrat conclu par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du présent Plan Général de Coordination et prévoir dans la planification de sa sous-traitance un délai compatible à la préparation des travaux (visite d'inspection commune préalable aux travaux, PPSPS, ...) d'une durée minimale de 30 jours.
- L'entrepreneur sera tenu de désigner un interlocuteur chargé de la sécurité - santé qui aura en charge le contrôle de l'application du PPSPS et la mise à jour du document.
- L'entrepreneur doit contacter le coordonnateur pour organiser une inspection commune avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé et le démarrage des travaux.
- L'entrepreneur communique directement au coordonnateur SPS toutes les informations et les documents nécessaires à la constitution du DIUO.
- L'entrepreneur doit désigner un référent COVID-CHANTIER pour servir de relais entre le MOA, CSPS et travailleur sur chantier

2. Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur :

2.1.Mesures de prévention de l'épidémie sur le chantier :

Dans le cadre de la décrue rapide des contaminations et la moindre virulence du variant Omicron, le gouvernement a annoncé la fin du protocole sanitaire en entreprise depuis le 14 mars 2022. Par conséquent, le guide de préconisations pour assurer la sécurité sanitaire sur les chantiers du BTP ne s'appliquera plus. L'OPPBTP appelle cependant les entreprises à la prudence ...

Le suivi des recommandations sanitaires reste en vigueur.

2.2.Accès du chantier :

Il se fait par la Rue Georges Guynemer à Sainte Marie.

Les voies de circulation extérieures au chantier et aux installations de chantier doivent être maintenues en permanence en parfait état de propreté par l'entreprise titulaire du marché.

2.3.Restrictions, interdictions et servitudes administratives :

Un constat contradictoire sera établi par le l'entreprise titulaire du lot 1 sous forme de constat par huissier concernant les états des existants (cages d'escalier, ensembles d'entrée, ascenseur) et les ouvrages avoisinants (voirie, parkings, mitoyens ou riverains et publics ou privés).

La consignation des réseaux doivent être faite avant tout travaux destructif.

2.4.Dispositions générales relatives aux installations de chantier :

L'entreprise titulaire du lot 1 doit prévoir des conditions de travail satisfaisantes en termes d'hygiène pour son personnel et le personnel des autres lots ainsi que leurs sous-traitants. Dans ce but, elle devra concevoir et réaliser des locaux (vestiaires, sanitaires, réfectoires...) réservés à son personnel ainsi qu'à celui de ses cotraitants et sous-traitants, conformément au décret du 08 Janvier 1965 (cf. chapitre 5).

L'entreprise titulaire du lot 1 produira un projet d'installation de chantier, avec circulations horizontales des personnels, et sera soumis à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS avant le démarrage des travaux. Une zone de stationnement affectée aux véhicules du personnel et des visiteurs devra être prévue.

L'ensemble des installations sera clôturé avec un grillage d'une hauteur de 2 m minimum (treillis soudé proscrit). Chaque accès sera équipé d'un portail fermant à clef. Ces équipements seront à la charge de l'entreprise titulaire du lot 1.

L'entreprise titulaire du lot 1 devra empêcher toute intrusion d'une personne extérieure non autorisée, sur son chantier (et les installations) par tous les moyens (gardiennage physique si nécessaire, ...), 24 heures sur 24.

Les rejets des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur (fosse étanche à vidanger). Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage, de vidange, des lubrifiants ou carburants seront formellement interdits.

Un moyen de communication sera installé dans les locaux de chantier pour prévenir les secours en cas d'urgence. Les locaux seront équipés d'un moyen de lutte contre un début d'incendie. Les installations électriques seront réceptionnées par un organisme extérieur agréé.

L'ensemble de ces installations et des dispositifs, sera soumis à l'agrément du Maître d'œuvre et du CSPS.

2.5. Mode prévisionnel d'exécution des travaux :

Les modes d'exécution des travaux ainsi que les effectifs prévisibles seront précisés en période de préparation de chantier.

Le planning devra être respecté par chaque entreprise et devra informer l'équipe de MOE et CSPS pour toutes modifications des phasages prévus.

Toutes les interventions devront se faire de manière à ce que les travaux soient séparés physiquement de l'activité du site.

Les entreprises doivent respecter les horaires de fonctionnement du site, dans ce sens, les interventions lourdes et bruyantes devront être programmées (nature, durée, localisation) avec l'accord du MOA/MOE/CSPS.

D'une manière générale, ces interventions se feront les mercredis, vendredis après-midi, en week-end ou de nuit.

2.5.1. Contraintes liées aux sites des travaux :

En cas de découverte avec l'amiante, l'entreprise doit informer sans délais le MOA, MOE, CSPS.

Voir le chapitre 2.6 du présent PGC pour les actions à faire en cas de découverte d'amiante.

L'entreprise mettra en place un affichage visible interdisant l'accès à la zone en travaux aux personnes non autorisées à pénétrer dans la zone.

2.5.2. Maintien et gestion de la circulation :

L'impact du chantier sur la Rue Georges Guynemer devra être minimiser.

Cette route est donc considérée comme sensible elle devra donc faire l'objet d'une attention particulière concernant la propreté et l'organisation générale du chantier.

Toutes les dispositions de circulation devront être validées avec les gestionnaires de la voirie.

Les arrêtés étant sous la responsabilité unique du service technique de la ville de Sainte Marie.

Les horaires de chantier seront à définir avec le gestionnaire de la voirie et les travaux s'effectueront suivant les modalités fixées par ce dernier dans l'arrêté de circulation.

La gestion de la circulation sera réalisée par l'entreprise titulaire du lot 1 lors des approvisionnements créant une gêne au niveau de la circulation :

- La signalisation de chantier est sous la responsabilité de l'entreprise.,
- Le chantier sera libéré chaque soir de tous matériels et engins de travaux publics pouvant occasionner une gêne au trafic routier,
- En fin de chantier les matériaux restants et débris seront évacués par l'entreprise dans des filières conformes à la réglementation en vigueur, et le site sera remis en état de propreté conforme aux exigences de la réglementation.

Les zones sensibles présentant des risques pour les usagers de la route en bordure de voies, devront être protégées par un balisage longitudinal rétro-réfléchissant et une clôture rigide de 2 m de hauteur.

2.5.3. Maintien des accès des utilisateurs du site :

L'entreprise est tenue de garder un passage pour permettre aux utilisateurs d'accéder à leur poste de travail.

Cet accès ne devra comporter de stockage de matériels et matériaux du chantier.

2.5.4. Approvisionnement des chantiers :

Les modalités d'approvisionnement (matériel et matériaux) du chantier devront se faire autant que possible avant le début d'activité du site.

Toute sujétion d'accès et d'approvisionnement relèvera de la charge et de la responsabilité de l'Entrepreneur, mais devra recevoir l'aval de la Maîtrise d'œuvre et du CSPS.

2.5.5. Balisage/signalisation - restriction des accès aux chantiers :

Les accès aux chantiers devront se faire suivant les recommandations lors de l'inspection commune.

Chaque zone concernée par les interventions devra être préalablement balisée et signalée afin d'éviter toute interférence avec le fonctionnement du site.

Les barrières et panneaux mis en place devront avoir une résistance suffisante afin d'éviter leur renversement et opaque pour rendre le chantier clos et indépendant. Dans tous les cas, l'entreprise prendra toute disposition

pour assurer la maintenance en l'état du dispositif, en particulier si celui gêne la circulation des utilisateurs du site au chantier.

Les points d'entrée et/ou de sortie des différentes zones de chantier devront être facilement reconnaissables grâce à une signalisation appropriée. Une signalisation sera également mise en place à ces endroits afin d'interdire l'accès aux personnes ou véhicules non autorisés à pénétrer sur le site.

L'accès, l'emploi et la circulation sur le chantier de tout engin et camion, sont subordonnés à l'obtention d'une autorisation de conduite correspondant. Chaque autorisation de conduite sera accompagnée :

- Des règles de circulation à observer sur le chantier,
- Des instructions à observer pour le cas d'accident,
- Du plan des accès au chantier

2.5.6. Barrières des chantiers :

Prestations spécifiques aux interventions dans les locaux :

L'activité intérieure devra être séparée physiquement par des contre-plaques ou tout moyen d'occultation.

Sur ces séparations physiques seront affichés des panneaux « **CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC** » et « **PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE** » en nombre suffisant.

a. Sécurité avant intervention :

Autorisation Préalable :

Toute entreprise extérieure doit obtenir une autorisation préalable de l'unité de gestion de l'ERP pour effectuer des travaux ou des interventions.

Identification et Formation :

Tous les travailleurs de l'entreprise extérieure doivent être dûment identifiés et formés aux consignes de sécurité de l'ERP.

Analyse des Risques :

Une analyse des risques spécifiques à l'intervention doit être réalisée en amont en identifiant les dangers potentiels, et déterminant les mesures de prévention nécessaires.

2.6. Plan de gestion de flux :

L'entreprise titulaire du marché devra produire un plan de gestion de flux qui sera soumis à l'avis du Maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Ce plan fera apparaître le sens d'entrée et sortie des bureaux.

3. Mesures de coordination prise par le coordonnateur :

3.1. Accès au chantier :

Ne peuvent pénétrer sur le chantier que les personnes habilitées par les entreprises titulaires des marchés de travaux. La liste des personnes habilitées sera transmise au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

Les entrepreneurs devront fournir les listes actualisées de leur personnel, et prendront les dispositions nécessaires pour que chaque personne appartenant au personnel de l'entreprise puisse être facilement identifiable et localisable sur le chantier.

Le personnel de l'entreprise devra porter leur Carte d'Identification Professionnelle BTP (CIP-BTP) ainsi que leurs sous-traitant.

La Carte d'Identification Professionnelle BTP est mise en place en application de l'article L.8291-1 du Code du travail créé par la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

Elle est entrée en vigueur le 22 mars 2017, au lendemain de la publication de l'arrêté du 20 mars 2017 prévu par le décret n°2016-175 du 22 février 2016.

Chaque entreprise titulaire d'un lot devra mettre en place un accueil de tous leurs salariés, y compris celui des sous-traitants et des intérimaires. Le chef de chantier indiquera sur un registre spécifique complété chaque jour le personnel travaillant sur le chantier et les mouvements de personnel.

L'entreprise titulaire du marché mettra sur le chantier des panneaux « **Chantier interdit au public** » sur les clôtures de chantier, en nombre suffisant, au niveau des accès et dans les zones pouvant être éventuellement accessibles par le public.

3.2. Les zones de déplacement, de circulation horizontales ou verticales :

Les entreprises devront prendre en compte et mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires pour interdire la présence de personnel d'autres entreprises dans les zones de travaux comportant des engins ou des risques de chutes de matériels, ou autres risques particuliers pouvant être exportés.

Les circulations piétonnes devront être maintenues en parfait état de propreté pendant la durée totale des travaux.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il sera strictement interdit aux véhicules personnels de stationner dans l'enceinte même du chantier. Seuls les véhicules de chantier (autorisé par l'établissement) seront tolérés pour une période à définir en concertation avec le Maître d'œuvre et C.S.P.S. Les véhicules personnels seront garés dans les rues annexe sans gêner la circulation.

3.3. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels :

La manutention manuelle sera réduite autant que possible. Les manutentions par engins spécialisés seront opérées par des conducteurs titulaires d'une habilitation officielle ou interne à l'entreprise pour l'utilisation des engins proposés par l'entreprise.

Tout survol de charges en dehors des emprises du chantier sera strictement interdit.

3.4. Délimitation et l'aménagement des zones de stockage :

Les entreprises titulaires de chaque lot sont responsables de la gestion de leurs déchets jusqu'à la filière de traitement agréé.

Chaque titulaire d'un lot doit une évacuation quotidienne des déchets.

L'utilisation de produit dangereux est soumise à l'approbation du C.S.P.S.

L'entreprise doit décrire :

- Les conditions de stockage,
- Méthodologie d'intervention,
- L'analyse des risques liés aux produits ainsi que les mesures de prévention

3.5. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres :

Les matériaux se trouvant sur le chantier sont empilés et disposés de manière à ne pas mettre des travailleurs en danger.

Il est interdit de laisser à l'abandon sur le chantier des planches munies de pointes saillantes.

Les déchets sont à évacuer de manière journalier pour éviter le stockage sur site. Toutes les entreprises doivent fournir une copie du bordereau de gestion et suivi des déchets

Le brûlage des déchets sur site est interdit.

3.6. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés :

Pour tout poste de travail nécessitant l'emploi de substances pouvant présenter des risques pour la santé (Solvants, décapants, huile de coffrage, silicates de calcium, ...), l'entrepreneur est tenu au respect des dispositions réglementaires, notamment :

- Etiquetage des récipients ;
- Fourniture de la fiche de données de sécurité des substances utilisées ;
- Information du personnel sur les risques et les mesures de prévention à observer.

3.7. Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale :

3.7.1. Protections collectives et individuelles :

Les orifices des puits, des galeries d'une inclinaison de plus de 45°, et les ouvertures, telles que celles qui sont prévues pour le passage des ascenseurs, ou telles que les trémies de cheminées ou les trappes, pouvant exister dans les planchers du chantier ainsi que dans les planchers des échafaudages, passerelles ou toutes autres installations, sont clôturés ou obturés :

- 1°. Soit par un garde-corps placé à une hauteur de 90cm et une plinthe d'une hauteur minimale de 15 cm ;
- 2°. Soit par un plancher provisoire jointif convenablement fixé ;
- 3°. Soit par tout autre dispositif équivalent.

Toutes les protections collectives doivent être conçues et mises en œuvre par l'entrepreneur pour respecter les dispositions suivantes :

- Des systèmes de protections collectives des parties communes seront mis en place par l'entreprise titulaire du **Lot 1** pour la durée totale des travaux ou jusqu'à ce qu'il n'y ait plus lieu de les conserver. Cela ne dispensera pas chaque entreprise de prévoir les dispositifs de sécurité **collective liés à sa propre intervention**.
- Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivants :
 - ⇒ Après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux
 - ⇒ Après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet
 - ⇒ Après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mises en œuvre. Le transfert des responsabilités quant à l'entretien de ces protections collectives provisoires fera l'objet d'une procédure particulière menée conjointement par le maître d'œuvre, les entrepreneurs concernés et le coordonnateur sécurité.

3.7.2. Accès provisoire :

Une zone pour la circulation devra être maintenue pendant la durée totale des travaux, en parfait état de propreté, dégagée, plane et drainée si nécessaire, afin de permettre les interventions de secours en cas de besoin.

1°. Circulations externes :

La **Rue Georges Guynemer** dessert d'autres établissements en activités. Un plan de signalisation sera élaboré par l'entreprise et soumis à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur avant la mise en place des panneaux maintenus pendant la totalité du chantier.

Des arrêtés de circulation devront être validés pour tous travaux depuis le domaine public (Lors des livraisons).

2°. Circulations internes :

Une signalétique provisoire de chantier devra accompagner les clôtures des zones en travaux.

Chaque entreprise prendra ses dispositions pour ne pas stocker en dehors de l'emprise des travaux définis avec le maître d'œuvre.

3.7.3. Installation électrique :

L'installation électrique de chaque zone de chantier devra être conçue et réalisée dans le respect de la réglementation, notamment du décret du 14 novembre 1988, ses arrêtés d'application, et la norme NF C 15-100.

Les installations électriques du chantier doivent être mise en place par l'entreprise titulaire du **Lot 3** à tous les deux niveaux du bâtiment.

1°. Armoires et coffrets de distribution :

Les armoires et coffrets de distribution basse tension seront sur pieds, stables, et maintenus fermés en permanence. Le type de fermeture sera d'un modèle approprié pour garantir son inviolabilité. Chaque armoire et coffret de distribution basse tension devra comporter un numéro d'identification.

Chaque armoire devra être équipée d'un dispositif « coup de poing » de coupure d'urgence en cas de problème, et d'une protection différentielle de 30 mA.

2°. Conformité du matériel

L'entrepreneur titulaire du lot 3 s'assurera que le matériel électrique est conforme à la réglementation en vigueur (rallonges de type H 07 RNF ; Enrouleurs de catégorie B NFC 31 720 ; Prise de type incassables – protection IP447 ; Baladeuse conforme à la NFC 71 008 ; Phare conforme à la norme NF avec grille de protection).

Pour toute utilisation de matériel électrique en galerie des captages, l'entrepreneur utilisera un outillage adapté aux travaux en milieu humide.

3°. Procédure d'habilitation :

L'entreprise **Lot 3** est tenue d'appliquer la procédure d'habilitation des électriciens (ou non électriciens si nécessaire), conformément aux dispositions des publications UTE C 18.510 et C 18.530.

Il est rappelé que tout titre d'habilitation doit être justifié par une formation appropriée et un contrôle des connaissances acquises.

L'ensemble des installations de chantier, fera l'objet d'une vérification par un organisme agréé avant toute mise en service.

Les réseaux électriques dans la zone en travaux devront être consignés avant le démarrage des travaux par des travailleurs habilités.

Les accès doivent respecter les protocoles préconisés par l'établissement.

3.8. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site :

L'entreprise titulaire du marché, ainsi que leurs sous-traitants seront tenues de participer aux réunions de coordination S.P.S. Ces réunions seront animées par le Maître d'œuvre avec la participation du coordonnateur S.P.S. pour la partie sécurité - santé, et auront notamment à l'ordre du jour :

- L'élaboration du programme des travaux,
- La coordination des activités,
- L'organisation des circulations,
- La définition des mesures de sécurité à observer.

La réalisation de ce chantier va faire l'objet d'interférences avec son environnement (voies publiques, riverains, travaux concomitants, etc. Chaque entreprise intervenant pour l'opération devra remettre, chaque semaine (lors des réunions de chantier hebdomadaires), un planning détaillé des travaux devant être exécutés, par elle-même et ses sous-traitants ou prestataires, durant les 21 jours ouvrés à venir.

Ce programme des travaux, transmis au maître d'œuvre et au coordonnateur sécurité, devra comporter les informations nécessaires à la maîtrise des risques "**exportés**" ou "**importés**" inhérents à la coactivité et/ou à l'environnement du chantier.:

- La nature et la durée des travaux exécutés : pour chaque tâche doit être mentionné le temps total nécessaire à l'exécution de la tâche.
- Le lieu géographique des travaux: indiquer la partie d'ouvrage concernée,
- Le nom de l'entreprise réalisant les travaux, y compris entreprise sous-traitante ou entreprise prestataire de services (location grue, etc.),
- Les risques "exportés" qui doivent être pris en compte dans le cadre des interfaces sur, et hors chantier.
- Les risques "importés" pris en considération et liés à la coactivité du chantier (circulation piétons et véhicules ou engins, manutention, chutes objets, emploi produits nocifs, etc.) et/ou à l'environnement du site où s'effectuent les travaux (voirie publique, voie privée, etc.)
- Les mesures de prévention mises en œuvre pour pallier ces risques "importés".

L'ensemble de ces informations pourra entraîner la tenue d'une réunion de coordination animée par le coordonnateur et le Maître d'œuvre, afin de définir les mesures de prévention à mettre en application et d'assurer la gestion prévisionnelle des coactivités.

Ces dispositions concernent toutes les entreprises ayant à gérer les coactivités internes au chantier.

Si un point ne peut pas être traité au cours de la réunion de coordination des travaux, une réunion restreinte abordera ce problème. La fréquence des réunions sera adaptée aux besoins du chantier. Chaque compte-rendu sera consigné dans le registre journal tenu par le coordonnateur SPS.

Les décisions prises en réunion sont immédiatement exécutoires, sauf indications spécifiques. Il appartient à l'entreprise créant le risque de prendre toutes les dispositions et les modes opératoires nécessaires pour gérer le risque et protéger les entreprises en coactivité.

3.8.1. Analyse des risques :

1°. Risques propres du site :

- ☛ Travaux réalisés à proximité de voie circulée :
 - ⇒ Signalisation d'approche à mettre en place à l'entrée et sortie du chantier.
 - ⇒ Arrêté de circulation à demander si intervention empiétant sur la voirie.
 - ⇒ Mise en place du Document d'Harmonisation, d'Organisation des livraisons.
- ☛ Risque de chute de hauteur :
 - ⇒ Les ouvertures donnant sur le vide, telles que les baies et trémies, devront être sécurisées.
- ☛ Risque COVID :
 - ⇒ Respect des recommandations sanitaires,

2°. Risques liés aux travaux :

- ☛ Risques liés à la coactivité (successive ou simultanée),
- ☛ Risques de chute de plain-pied :
 - ⇒ Sécurisation des circulations, des accès et livraison à pied d'œuvre (SCALP)
- ☛ Risques de chute de hauteur.
- ☛ Risques dus aux manutentions :
 - ⇒ Prendre en compte les recommandations de l'INRS TJ18 et ED 6186
- ☛ Risques liés à la circulation de véhicules lors des livraisons :
 - ⇒ Aménagements de circulation et les infrastructures pour les stockages et le stationnement,

- ⇒ Prendre en compte les recommandations de l'INRS ED 6186,
- ☛ Risques dus à des effondrements, chutes d'objets :
 - ⇒ Balisage des pieds d'œuvre,
 - ⇒ Sécurisation de la zone avant intervention,
- ☛ Risques dus à l'utilisation de machines et outillages,
- ☛ Risques d'électrisation, d'électrocution :
 - ⇒ Mise en sécurité des installations et des matériels :
 - ✓ Respecter les règles de conception et d'installation,
 - ✓ Faire vérifier périodiquement les installations,
 - ⇒ Utilisation des installations opérations sur ou à proximité des installations électriques :
 - ✓ Privilégier les opérations hors tension (installation consignée) et respecter les distances de voisinage
 - ✓ Préparer et organiser les opérations
 - ✓ Former le personnel : l'habilitation est obligatoire pour les travailleurs réalisant des opérations sur ou à proximité des installations électriques
- ☛ Risques d'incendie :
 - ⇒ Extincteur à mettre à proximité des points chauds,
- ☛ Risques d'explosion :
 - ⇒ Formation du personnel aux risques d'explosion,
- ☛ Risques liés à la projection mécanique de liquides ou de solides :
 - ⇒ Baliser et isoler la zone concernée,
 - ⇒ Port d'équipement de protection individuelle adapté.
- ☛ Risque chimique et biologique :
 - ⇒ Prévoir ventilation avant intervention
 - ⇒ Prévoir les EPI adaptées.

3.8.2. Superposition des tâches :

Les travaux superposés sont interdits.

Chaque entreprise intervenant sur chantier doit baliser sa zone d'intervention avant début des travaux.

3.8.3. Postes de travail isolés :

L'entrepreneur devra organiser les travaux de manière à ce qu'aucun poste de travail à risque ne comporte au moins deux personnes.

4. Sujétions découlant des interférences :

4.1. Interférence avec l'activité de l'établissement :

Les zones en travaux doivent être toujours séparées physiquement par tout moyen nécessaire afin d'isoler l'activité du chantier par rapport à l'activité de l'établissement.

4.2. Environnement du chantier – Limitation des nuisances :

L'entreprises titulaire du marché devra organiser le chantier afin de limiter au maximum les nuisances. Il prendra les mesures nécessaires à la réduction des gênes (horaire adapté, arrosage contre la poussière, réduction des émissions sonores des engins et appareils, etc.), et mettra en œuvre tout dispositif évitant l'interférence avec les riverains et les activités de la banque.

L'entreprises titulaire du marché assurera le maintien des circulations, et les dessertes en fluides divers, ainsi que l'accès des utilisateurs du site par tous les moyens appropriés qui seront nécessaires.

4.2.1. Horaire de réalisation des travaux :

Les horaires de travail seront adaptés au phasage général suivant les réglementations en vigueur. (Travaux de jour et de nuit).

Pour les travaux de nuit, les entreprises devront faire une déclaration à la DIECCTE.

Le chantier sera arrêté les Dimanches et jours fériés, sauf autorisation préfectorale spécifique.

4.2.2. Nuisances sonores :

Conformément à l'arrêté du 11 avril 1972, le niveau sonore des engins de chantier mesurés à 7 mètres ne devra pas dépasser 80 dB (A) ou 90 dB (A) pour les moteurs de plus de 200 CV.

Respect des niveaux de bruits admissibles des engins de chantier, conformément à la directive du Conseil du 22 décembre 1986 et du 29 juin 1993.

4.2.3. Pollutions accidentelles :

Respect du décret N° 77-254 du 8 mars 1997, relatif à la réglementation des déversements des huiles et lubrifiants dans les eaux superficielles et souterraines.

Si le ravitaillement en carburant des engins est fait sur le chantier, les réservoirs seront remplis avec des pompes à arrêt automatique. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur une aire étanche entourée d'un caniveau relié à un point bas permettant la récupération totale des eaux et des liquides.

Les machines, même en fonctionnement, seront disposées sur bacs pour récupérer toute perte d'huile.

Les huiles usées des vidanges et les liquides hydrauliques seront récupérés, stockés dans des réservoirs étanches et évacués par un professionnel agréé.

Des dispositions devront être prises pour éviter toute pollution des sols et des eaux par coulures de coulis de ciment, pertes de béton projeté, laitances de béton.

4.2.4. Dégâts éventuels – Remise en état des lieux :

Tous les dégâts occasionnés par l'entrepreneur aux voies ouvertes à la circulation publique ou à leurs dépendances et aux propriétés privées seront réparés par les soins et aux frais de l'Entrepreneur.

4.2.5. Emanation de poussière :

L'entreprise prévoira une protection sur les mobiliers pour éviter les dommages liés aux dispersions de poussière dans l'environnement du chantier.

4.2.6. Protection contre l'incendie :

L'entrepreneur devra mettre en œuvre des mesures de prévention et des moyens de protection en adéquation avec le risque.

Tous les postes de travail par point chaud seront équipés de moyens d'extinction adaptés à la classe de feux. Pour attaquer efficacement un début d'incendie, il faut disposer de l'agent extincteur le mieux approprié à la nature du feu.

Tout travaux par point chaud devra faire l'objet d'un permis feu.

4.2.7. Propreté du chantier

L'Entrepreneur prend toutes les dispositions relatives au maintien du chantier en état de propreté permanent :

- Sensibilisation du personnel, des sous-traitants, fournisseurs et loueurs à la propreté du chantier,
- Mise en place de dispositifs adaptés de collecte et stockage des déchets et élimination par des filières adaptées à la nature des produits,
- Lutte contre la dispersion des déchets et les épandages sauvages par l'information du personnel et le nettoyage régulier des abords du chantier,
- Les sols ou terrains souillés par des produits polluants (hydrocarbures, huiles, solvants, etc.) sont décapés, récupérés et évacués dans des sites conformes à la réglementation en vigueur

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles et toutes les précautions pour ne causer lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration aux existants, équipements de proximités et espaces publics, équipements privés, édifices religieux, voiries et réseaux divers, les zones de plantations et poteaux télécoms et électriques. Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc..., qui seront soumises pour avis au Maître d'œuvre, lors de la période de préparation.

5. Mesures générales pour assurer le maintien du chantier en bon ordre :

5.1. Dispositions prises pour établir des conditions en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail :

5.1.1. Installation de chantier :

L'entreprise titulaire du **Lot 1** doit prévoir des conditions de travail satisfaisantes en termes d'hygiène pour leur personnel et le personnel de leurs sous-traitants.

Dans ce sens, L'entreprise titulaire du **Lot 1** devra aménager un des locaux afin pour servir de vestiaires et réfectoire réservés à ses personnels ainsi qu'à celui de ses sous-traitants, conformément au décret du 08 Janvier 1965.

L'entreprise titulaire du **lot 1** mettra à disposition les consommables nécessaire pour le bon fonctionnement et utilisation des sanitaires

Un plan d'installations de chantier sera soumis à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur avant le démarrage des travaux, qui devra faire apparaître :

- L'implantation des clôtures de chantier
- Le cheminement des véhicules et piétons aux installations principales avec passage obligé au point de contrôle des accès.
- Les conditions d'éclairage intérieur et extérieur,
- Les zones de stockage et de fabrication,

Tous les locaux fermés recevant du personnel seront climatisés.

L'entreprise donnera librement accès au Coordonnateur SPS à un bureau.

L'entreprise titulaire du **lot 1** s'occupera du nettoyage des locaux et des équipements qui comprendra le nettoyage des locaux, des équipements et des sanitaires, la désinfection des W-C et urinoirs, ainsi que l'approvisionnement en papier hygiénique, essuie-mains, etc.

Les opérations d'entretien précitées devront être assurées tous les jours et au minimum :

- Le matin et le soir pour le cas de travail à postes,
- Quotidiennement pour le cas de travail à la journée.

Ces opérations d'entretien devront également comprendre l'évacuation des déchets et "ordures ménagères" recueillis dans les poubelles prévues à cet effet.

L'ensemble des installations sera clôturé sur une hauteur de **2 m minimum (treillis soudé proscrit)**. Chaque accès sera équipé d'un portail fermant à clef.

Ces équipements seront à la charge de l'entreprise titulaire du **Lot 1**.

Les locaux seront équipés d'un moyen de lutte contre un début d'incendie.

5.1.2. Equipement obligatoires pour les intervenants de l'opération :

Les personnes intervenant sur le chantier devront être équipées des protections individuelles suivantes :

- Chaussures ou bottes de sécurité,
- Vêtement de signalisation de classe 2,
- Casque avec jugulaire, conforme à la norme CE EN 12492,
- Lunettes
- Gants
- Protections auditives
- Etc...

6. Les renseignements concernant les secours et l'évacuation :

6.1. Organisation des secours :

Un accès de chantier de 2,50m de largeur doit être maintenu dégagé en permanence afin d'assurer la possibilité de circulation des secours avec identification préalable du chantier organisée par l'entreprise.

L'entrepreneur devra laisser en permanence sur le chantier un moyen de communication pour l'appel des secours en cas de problème.

APPEL DU 15 ou 112

EXEMPLE

La conduite à tenir en cas d'accident sur le chantier est :

1°. Protéger :

- Eviter le suraccident,
- Identifier les risques persistants, et les sécuriser,
- Faire cesser le risque, sinon retrait de la zone dangereuse et baliser cette zone.

2°. Alerter :

- Informer le secouriste sauveteur du travail dédié pour le chantier.

3°. Evaluer l'accident :

- Evaluer l'ampleur de l'accident afin de donner les informations précises aux organismes de secours.

4°. Informer les organismes de secours

- Appeler le SAMU en composant le 15 ou le 112.

5°. Préciser la localisation de site de l'accident :

- Préciser le point de rencontre par des informations claires avec les organismes de secours.

6°. Donner les informations suivantes :

- Nombre de blessés
- Nature :
 - ⇒ Chute ?
 - ⇒ Electrisation ?
 - ⇒ Section de membre ?
 - ⇒ Ensevelissement ?
 - ⇒ Eboulement, ...

7°. Ne jamais raccrocher le premier !

8°. ALLER ou ENVOYER

- Envoyer quelqu'un au point de rencontre fixé, pour attendre les secours et les guider vers le lieu de l'accident.

6.2. Incendie :

Les entrepreneurs doivent respecter les règles relatives au stockage et à la mise en œuvre des produits inflammables, en cas de doute, prévenir le coordonnateur.

Le brulage sur site est interdit.

6.3. Sauveteurs, Secouristes du Travail (SST) :

La législation prévoit un Sauveteur Secouriste du Travail par tranche de 20 ouvriers (avec au minimum un SST sur site.)

L'entreprise titulaire du marché doit avoir sur le chantier au minimum un Sauveteur Secouriste du travail à jour de son recyclage.

Chaque sauveteur - secouriste devra être identifié par un badge spécial apposé sur le casque.

L'entreprise titulaire du marché devra assurer la formation et l'information de son personnel sur les moyens du chantier en matière de premiers secours et sur les consignes à suivre en cas d'urgence.

6.4. Prescriptions particulières en période cyclonique :

Lorsqu'un cyclone se forme, le service météorologique de la Réunion informe, par voie de la radio, de son évolution et le plan ORSEC est déclenché par le Préfet.

Lorsque des menaces se font sentir, il y a cinq phases à savoir :

1°. Pré-alerte cyclonique : je m'informe.

a) Quand est-elle déclenchée ?

Une tempête tropicale ou un cyclone est susceptible de représenter un danger pour La Réunion dans un délai de 24h à 72h.

b) Que dois-je faire ?

Me tenir informé régulièrement de la situation : bulletins de Météo France, communiqués de la préfecture, etc.

Être vigilant sur les réseaux sociaux : ne pas me fier aux rumeurs, ne pas les propager. Suivre plutôt les comptes officiels :

- @prefet974 sur Twitter,
- Gendarmerie de La Réunion, sur Facebook
- Police Nationale de La Réunion, sur Facebook.
- Noter les numéros de téléphone utiles :
- SAMU : 15
- Pompiers : 18
- Police ou gendarmerie : 17
- CROSS (sauvetage en mer) : 196
- Répondeur de Météo France — prévisions météo : 08 92 68 08 08
- Répondeur de Météo France — point cyclone : 08 97 65 01 01
- Téléphone Météo France : 0262 92 11 00
- Vérifier l'adresse et le numéro du centre d'hébergement le plus proche.

2°. Alerte orange cyclonique : je me prépare.

a) Quand est-elle déclenchée ?

Une tempête tropicale ou un cyclone est susceptible de représenter un danger pour La Réunion dans un délai de 24 h.

b) Quelles conséquences ?

Fermeture des crèches et des établissements scolaires sur l'ensemble du département.

c) Que dois-je faire ?

Maintenir des mesures de précaution liées à la pré-alerte cyclonique

3°. Alerte rouge cyclonique : je me confie.

a) Quand est-elle déclenchée ?

Les effets d'une tempête tropicale ou d'un cyclone touchent La Réunion : pluies et vents importants sur tout ou partie du territoire. Préavis : l'alerte rouge est annoncée 3h avant son entrée en vigueur.

b) Quelles conséquences ?

L'activité économique cesse.

Les services publics ferment, à l'exception des hôpitaux.

La population est confinée à son domicile.

Les services d'urgence continuent de porter secours lorsque les conditions le permettent sur la zone de leur intervention.

c) Que dois-je faire ?

Profiter du préavis de 3 heures pour rejoindre mon habitation et me mettre à l'abri dans la pièce la plus solide : à l'issue de ce préavis, il est interdit de circuler à pied ou en voiture.

4°. Alerte violette cyclonique : je reste confiné.

a) Quand est-elle déclenchée ?

Un cyclone majeur touche La Réunion avec des vents cycloniques supérieurs à 200 km/h en rafales. Préavis : l'alerte violette est annoncée 3h avant son entrée en vigueur.

b) Quelles conséquences ?

La population doit rester confinée.

Les services de gestion de crise doivent également se mettre à l'abri : pompiers, SAMU, gendarmes ou policiers ne peuvent plus se déplacer non plus.

c) Que dois-je faire ?

Rester à l'abri et ne sortir sous aucun prétexte : des vents cycloniques supérieurs à 200 km/h doivent être considérés comme potentiellement meurtriers.

Me barricader

Respecter l'ensemble des consignes relatives à l'alerte rouge cyclonique.

Attendre impérativement les consignes officielles diffusées sur les radios avant de changer d'attitude.

5°. Phase de sauvegarde cyclonique : je me tiens informé des consignes

a) Quand est-elle déclenchée ?

Après le passage du cyclone ou de la tempête tropicale, lorsque la menace s'éloigne. Même si les conditions météo s'améliorent, des dangers subsistent : inondations, fils électriques à terre, routes coupées, radiers submergés, arbres arrachés, etc.

b) Que dois-je faire ?

Me tenir informé de la situation et des conséquences du passage du phénomène sur l'île.

Essayer d'établir un bilan des dégâts autour de mon habitation en restant très prudent :

Consolider et réparer votre habitation sans prendre de risque

Rester éloigné des points bas, des cours d'eau et des pentes abruptes

Dégager les alentours de votre habitation et déblayer les abords prudemment

Ne pas toucher les fils électriques et téléphoniques rompus et tombés à terre

Assister les voisins et prévenir les secours en cas de besoin

6.5. Premiers soins :

L'entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour que chaque poste de travail soit équipé en permanence d'une trousse de premiers soins appropriée et d'une couverture de survie.

7. Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants :

7.1. Champ d'intervention du coordonnateur SPS :

7.1.1. Démarche de prévention commune :

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS mettent en œuvre les 1er, 2e, 3e, 5e, 6e, 7e et 8e des principes généraux de prévention de l'article L.4121-2 du Code du travail.

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, travailleurs indépendants compris, mettent en œuvre quant à elles, l'ensemble des neuf principes généraux de prévention de l'article L.4121-2 du Code du travail.

- 1° Eviter les risques ;
- 2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3° Combattre les risques à la source ;
- 4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- 7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L. 1152-1 et L. 1153-1, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article L. 1142-2-1 ;
- 8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- 9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

7.1.2. Rôle du coordonnateur

Le champ d'intervention du coordonnateur SPS est relatif aux risques suivants :

- Risques générés par chaque entreprise réalisant des travaux, sur les autres entreprises de l'opération (**coactivité simultanée ou successive**).
- Risques générés par milieu (trafic, réseaux enterré et aériens, tiers...) sur les entreprises réalisant les travaux.

7.1.3. Autorité et moyens du coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS agit sous la responsabilité du maître d'ouvrage (R.4532-11).

Le maître d'ouvrage décide et arbitre, sur proposition du coordonnateur SPS (R.4532-9).

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier en permanence.

Le coordonnateur SPS ne dispose d'aucun pouvoir de commandement direct à l'égard du personnel des entreprises titulaires des marchés de travaux, des sous-traitants, des travailleurs indépendants, du maître d'œuvre, du chargé de l'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) ou, le cas échéant, du personnel de l'établissement en exploitation où ont lieu les travaux.

Dans le cadre de la mission, le coordonnateur SPS peut cependant librement informer les entreprises, le maître d'œuvre, l'OPC de tout manquement au respect des règles de sécurité édictées dans le présent plan général de coordination (PGC) qu'il pourrait constater.

Par ailleurs, en cas de non-prise en compte de ses observations par les intervenants en phase réalisation, le coordonnateur SPS en informe, par écrit, le maître d'ouvrage qui fera appliquer les dispositions qu'il juge nécessaires.

En cas de non-application des principes généraux de prévention et de non-respect des règles définies dans le PGC ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le coordonnateur SPS demande au maître d'œuvre qu'il mette en demeure le défaillant afin de remédier aux manquements constatés.

Une copie de la demande faite par le coordonnateur SPS au maître d'œuvre est transmise au maître d'ouvrage.

En cas de non mise en conformité dans le délai défini, le coordonnateur SPS en informe par écrit le maître d'ouvrage qui statuera sur la nécessité ou non de l'arrêt des travaux.

En cas de danger grave et/ou imminent mettant en cause la vie des intervenants sur le chantier ou des tiers (public, usagers de la route, riverains, toute autre personne) :

- Le coordonnateur SPS, au même titre que tous les intervenants de l'opération, peut se voir confier l'autorité pour arrêter les travaux effectués dans la zone présentant des risques.
- Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, ainsi que le responsable de l'entreprise concernée sont immédiatement informés par écrit de cette décision d'arrêt des travaux. Celle-ci précise :
 - ⇒ La localisation du chantier,
 - ⇒ Le type de travaux,
 - ⇒ La zone à risque définie,
 - ⇒ La date et l'heure de la décision,
 - ⇒ Les raisons de cet arrêt.
- Le coordonnateur SPS dispose alors d'un délai de 24 heures, pour analyser les propositions établies par l'entreprise concernée et rendre un avis au maître d'ouvrage.
- Par ailleurs, en cas de défaillance ou de carence d'une entreprise (constatée dans un délai de vingt-quatre heures) face à un danger grave et/ou imminent, le coordonnateur SPS alerte immédiatement le maître d'ouvrage, à l'aide de tous moyens à sa convenance, afin que ce dernier prenne les dispositions pour éliminer ces dangers. À ce titre, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'alerter les autorités administratives de contrôle et les organismes compétents (DIRECCTE, CGSS).

Tous ces cas sont consignés dans le registre-journal.

Le coordonnateur SPS a la faculté d'organiser toutes réunions qu'il juge utiles avec les différents intervenants à l'opération, en vue d'exercer sa mission.

L'entreprise principale remet au coordonnateur SPS, à sa demande, un exemplaire complet de ses études d'exécution.

7.2. Modalités particulières en phase de réalisation de l'ouvrage

7.2.1. Registre-journal

Le coordonnateur SPS tient à jour et rend accessible à tous les intervenants du chantier, personnels des entreprises compris, le registre-journal.

Chaque intervenant doit utiliser ce registre-journal lors de l'accueil de tout nouvel arrivant en lui faisant la lecture des consignes SPS applicables au chantier et à son intervention spécifique.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de défini avec le maître d'ouvrage pour diffuser aux concernés ses remarques et observations, suite à :

Documents / Tâches	Délais d'établissement	Point de départ
Réception d'une information (compte rendu de réunion, courrier, ...)	Une semaine	Réception de la part des entreprises.
Réunion de chantier, visite de chantier	48 heures	Date de visite de chantier

Une copie de tout envoi à un intervenant est transmise systématiquement au maître d'ouvrage.

Le visa des observations du coordonnateur SPS par les personnes concernées (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprises ou tout autre intervenant) se fait de la manière suivante :

- Si la personne concernée est présente, celle-ci vise le registre immédiatement.
- Sinon, le coordonnateur SPS lui transmet le registre et la personne concernée doit le viser par retour de mail. La régularisation se fera par défaut à la réunion hebdomadaire suivante.
- Si la personne concernée refuse de signer, le coordonnateur SPS alerte le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, avec mention dans le registre.

7.2.2. Inspections communes

Le maître d'ouvrage transmet au coordonnateur SPS les coordonnées (avec le nom de la personne responsable à contacter) des entreprises titulaires de marchés de travaux, au moins 15 jours avant leur intervention sur le chantier.

L'entreprise titulaire du marché, y compris les entreprises sous-traitantes, établit, **avant le début des travaux**, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.

Au fur et à mesure de leurs agréments par lui-même, le maître d'ouvrage transmet au coordonnateur SPS les coordonnées (avec le nom de la personne responsable à contacter) de l'ensemble des entreprises sous-traitantes, et ce au moins 30 jours avant leur intervention sur le chantier, pour ce qui concerne les sous-traitants du gros œuvre et des entreprises réalisant des travaux à risques particuliers, ou 8 jours pour les autres sous-traitants.

Les entreprises titulaires d'un marché de travaux indiquent les éléments de planification à leurs éventuels sous-traitants pour la réalisation des inspections communes.

Le coordonnateur SPS invite l'intervenant à une inspection commune, en fonction de l'avancement des travaux pour les entreprises disposant d'un délai de 30 jours, et dans les 48 heures pour les autres.

En cas d'absence de l'intervenant, le coordonnateur SPS alerte le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre avec mention dans le registre-journal, afin que ceux-ci lui interdisent l'accès au chantier jusqu'à régularisation. Une pénalité pour absence, égale à une vacation du coordonnateur, pourrait être appliquée à l'entreprise.

7.2.3. Plan général de coordination

Le coordonnateur SPS peut demander au maître d'ouvrage l'appui de la maîtrise d'œuvre ou du contrôleur technique pour la vérification de la stabilité des ouvrages provisoires (étalement, échafaudages, soutènement, talus...), voire d'un géotechnicien pour les ouvrages géotechniques.

L'entreprise principale transmet le PGC aux éventuels sous-traitants, y compris travailleurs indépendants, afin que ceux-ci en tiennent compte dans leurs propositions.

Le coordonnateur SPS tient à jour, dans le PGC, les informations relatives à la déclaration préalable.

Le coordonnateur SPS adapte son PGC au fur et à mesure de l'élaboration des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) des entreprises.

Les mises à jour du PGC sont indiquées dans le registre-journal, pour diffusion à tous les intervenants.

7.2.4. Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Le PPSPS devra contenir les informations de l'annexe 2 du présent PGC.

Lors de l'inspection commune, l'entreprise et le coordonnateur SPS complètent les éléments liés aux risques importés-exportés et le coordonnateur remet un cadre de PPSPS en tant que de besoin.

L'entreprise principale remet son PPSPS par mail au coordonnateur SPS.

L'entreprise principale établit son PPSPS en tenant compte des informations recueillies à l'inspection commune et du PGC.

Le coordonnateur SPS diffuse un exemplaire de ce PPSPS harmonisé à tous les titulaires des marchés de travaux. Les autres entreprises établissent leur PPSPS sur la base des informations recueillies à l'inspection commune, des éléments du PPSPS de l'entreprise titulaire du lot principale du PGC.

Les PPSPS des entreprises sont harmonisés par le coordonnateur SPS avant intervention de l'entreprise sur le site.

Ne peut intervenir sur chantier que les entreprises ayant fait la visite d'inspection commune et a transmis le PPSPS recevable par le CSPS.

7.2.5. Interlocuteur sécurité :

L'entreprise titulaire d'un lot désigne une personne exerçant une activité professionnelle effective sur le chantier, en qualité d'interlocuteur du coordonnateur SPS.

Ses nom, fonction et coordonnées professionnelles sont indiqués dans le PPSPS.

En cas de changement en cours de travaux, l'entreprise communique au coordonnateur SPS le nom et les coordonnées du nouvel interlocuteur.

Cet interlocuteur participe à l'inspection commune avec le responsable de l'entreprise et le coordonnateur SPS.

7.2.6. Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) :

1°. Phase direction de l'exécution des contrats de travaux :

Les entreprises fournissent tous les éléments demandés dans les pièces du marché au titre du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

L'entreprise titulaire d'un lot fournit tous les éléments demandés par le coordonnateur SPS, dès lors qu'ils peuvent avoir une incidence sur les interventions ultérieures et qu'ils ne pouvaient être définis en phase de conception :

- Plans et coupes, sous formats A4 ou A3 et format informatique, expurgés des informations inutiles à la prévention.
- Description et éléments techniques des matériels mis en œuvre, sous format A4 et sous format informatique.

2°. Phase assistance aux opérations de réception de l'ouvrage

Le coordonnateur SPS fournit un DIUO finalisé à l'issue des opérations préalables à la réception de l'ouvrage.

Le coordonnateur SPS fournit une liste d'éléments de type dossier des ouvrages exécutés (DOE) si ceux-ci sont nécessaires à la prévention des risques pour la réalisation des interventions ultérieures.

7.2.7. Sous-traitants

En l'absence de définition légale des sous-traitants au sens de la loi 93-1418, un sous-traitant au sens de la coordination SPS sera :

- Celui appelé à intervenir sur le chantier, accepté par le maître d'ouvrage au titre de la loi 75-1344 et présenté comme tel au coordonnateur SPS ;
- Tout prestataire d'une entreprise, présenté par elle au coordonnateur SPS, et appelé à exécuter des travaux.

Ce sous-traitant respecte l'ensemble des dispositions ci-dessus (inspection commune, PPSPS, CISSCT, etc.) au même titre que les entreprises titulaires.

L'entreprise participe à l'inspection commune de son sous-traitant et vérifie la cohérence du PPSPS de son sous-traitant avec son propre PPSPS.

Les autres intervenants et prestataires de l'entreprise, non considérés comme sous-traitants au sens de la loi 93-1418, interviennent sous la responsabilité de ladite entreprise. À ce titre, celle-ci leur transmet elle-même les consignes SPS du coordonnateur (L.4121-2-9° du Code du travail) et intègre leurs tâches dans son propre PPSPS.

7.2.8. Personnes autorisées

Les personnes autorisées « sécuritairement » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par l'entreprise :
 - ⇒ Des mesures SPS contenues dans le PGC ;
 - ⇒ Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS ;
 - ⇒ Des mesures SPS contenues dans le PPSPS de l'entreprise;
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail ;
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes ;
- Consignation dans le registre-journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées;
- Autorisation de la reprise du poste de travail.

7.3. Modalités particulières en phase de garantie de parfait achèvement

Le maître d'ouvrage (ou le maître d'œuvre) informe au plus tôt le coordonnateur SPS en cas d'interventions (levées de réserves, réparation de vices apparus...) engageant plusieurs entreprises.

Le coordonnateur SPS organise une inspection commune, au moins 48 heures avant intervention, avec toutes les entreprises concernées, au cours de laquelle une évaluation des risques de coactivité est réalisée ; les consignes SPS spécifiques sont définies et portées au registre-journal.

Le coordonnateur SPS décide des passages complémentaires en cours de travaux pour veiller au respect des consignes définies lors de l'inspection commune.

Le coordonnateur SPS met à jour le DIUO s'il en est besoin.

ANNEXES :

Annexe 1 : Liste des entreprises :

Désignations	LOT	Intitulés
	1	Cloison – Faux-plafond
	2	Menuiserie intérieures
	3	Electricité
	4	Plomberie - CVC
	5	Revêtement de sols
	6	Peinture / sol souple
	7	Aménagement cuisine / Placard

« Article R4532-56

L'entrepreneur tenu de remettre un plan particulier de sécurité et de santé au coordonnateur ou au maître d'ouvrage, en application du premier alinéa de l'article L. 4532-9, dispose de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître de l'ouvrage pour établir ce plan. »

- 1°. Les nom et adresse de l'entrepreneur ;
- 2°. L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier ou les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.
- 3°. Conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier.
- 4°. Les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour prévenir les risques spécifiques découlant :
 - a) De l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant ;
 - b) Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;
- 5°. La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 ;
- 6°. Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.
- 7°. Méthodologie d'intervention :
 - a) Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs sur le chantier ;
 - b) Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de produits, aux déplacements des travailleurs, à l'organisation du chantier ;
 - c) Indique les mesures de protection collective ou, à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent ;
 - d) Précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.
- 8°. Les dispositions en matière de secours et d'évacuation
 - a) Les consignes de premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;
 - b) Le nombre de travailleurs du chantier formés pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
 - c) Le matériel médical existant sur le chantier ;
 - d) Les mesures prises pour évacuer, dans les moindres délais, dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves ;
- 9°. Les mesures assurant l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés aux travailleurs.



ALERTER OU FAIRE ALERTER

C'est permettre l'arrivée rapide des secours adaptés.

L'ALERTE EST UN ACTE CAPITAL !

D'elle dépend la rapidité et l'efficacité des secours.

Il faut donc qu'elle soit donnée de façon précise.

**TELEPHONEZ DU POINT D'APPEL SECOURS LE PLUS PROCHE :
STANDARD DE L'ETABLISSEMENT
OU
COMPOSEZ LE 18**

- **INDIQUER LE LIEU DU CHANTIER :**

**LE Kerval
SITUÉE A : RUE GEORGES GUYNEMER
974 38 SAINTE MARIE**

- **PRECISEZ :**

- ⇒ **LA NATURE DE L'ACCIDENT**
- ⇒ **LA POSITION DU BLESSE**
- ⇒ **S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT**

- **SIGNALEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ETAT,**
- **FIXEZ LE POINT DE RENDEZ-VOUS,**
- **ENVOYER QUELQU'UN AU POINT DE RENDEZ-VOUS SI POSSIBLE,**
- **NE PAS RACCROCHER LE PREMIER ET FAITES REPETER LE MESSAGE,**
- **LISTE DES PERSONNES A PREVENIR**

LE MOA :	0262 90 45 74	LA CGSS :	0262 90 47 00
LE MOE :	0262 55 57 89	L'Inspection du Travail :	0262 94 07 45
LE CSPA :	0692 43 78 73		

TRAVAUX DE RELOGEMENT DE L'ACADEMIE ET DE LA DIRECTION TERRITORIALE NORD-EST DE FRANCE TRAVAIL – COMMUNE DE SAINTE MARIE	
L'adresse du chantier	
Les horaires de livraison	
Les personnes à contacter (réceptionnaire)	
<ul style="list-style-type: none"> Nom 	
<ul style="list-style-type: none"> N° de téléphone 	
Les consignes de sécurité du chantier incluant les consignes de secours et de circulation, les modalités d'accès et de stationnement	Joindre le PPSPS de l'entreprise
Le plan du chantier précisant le lieu des vestiaires et des sanitaires	Joindre le plan d'installation de chantier
La définition des lieux de livraison et des zones de stockage (Recette à matériaux, zone délimitée au sol...)	Joindre le plan d'installation de chantier
<ul style="list-style-type: none"> Dimensions de l'aire de déchargement disponible afin de stabiliser le camion 	
<ul style="list-style-type: none"> La nature et la résistance du sol 	
<ul style="list-style-type: none"> La charge utile des recettes à matériaux 	
<ul style="list-style-type: none"> La distance de la zone de déchargement à l'axe du camion, dans le cas de l'utilisation d'une grue de chargement 	
<ul style="list-style-type: none"> Les appareils de levage et engins de manutention qui seront utilisés le cas échéant pour décharger le véhicule 	
Signalisation des situations de coactivité	
Signalisation des lignes électriques aériennes et réseaux dans un périmètre de 50m autour des voies de circulation et des zones de stockage	
Caractéristiques admissibles sur le chantier du véhicule (gabarit, PTAC...)	
Autres renseignements utiles pour l'organisation des livraisons en sécurité	

ANNEXE 5 : Installations obligatoires sur les chantiers du BTP :

Vestiaire		<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Éclairé ⇒ Climatisé ⇒ Sol et parois facilement nettoyables ⇒ Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412,149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail ⇒ Maintenu en état constant de propreté ⇒ Installations séparées si personnel mixte ⇒ Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p>Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Sièges en nombre suffisant ⇒ Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ininflammables, à double compartiment ▪ munies de serrure ou cadenas
Lavabos		<p>Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ 1 lavabo pour 10 travailleurs ⇒ Eau potable ⇒ Température réglable ⇒ Moyens de nettoyage ⇒ Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douche		Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.
Eau pour la boisson		Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)
Cabinets d'aisance, urinoirs		<p>1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Chasse d'eau ⇒ Éclairage ⇒ Sols et parois imperméables et facilement nettoyables ⇒ Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnables de l'extérieur ⇒ Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires ⇒ Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail ⇒ 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau ⇒ Papier hygiénique ⇒ Installations séparées en cas de personnel mixte
Réfectoire		<p>Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Tables + chaises ⇒ Réchaud ⇒ Garde-manger ⇒ Réfrigérateur si possible ⇒ Maintien en état constant de propreté <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Tables + chaises en nombre suffisant ⇒ Réchaud ⇒ Réfrigérateur ⇒ 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers ⇒ Nettoyage du local et des équipements après chaque repas
1er secours	Boite de secours	<p>Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible.</p> <p>Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).</p>
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).